

DEPARTEMENT  
DU  
VAR

REPUBLIQUE FRANCAISE

Service Juridique  
SJ/DA/MS/GC  
SJ/CX/2024-19

Liberté – Egalité - Fraternité

DEC\_2025-45\_JU

COMMUNE  
DE  
SANARY-SUR-MER

## DECISION DU MAIRE

- Nous,** Daniel ALSTERS, Maire de la Commune de Sanary-sur-Mer,  
**Vu,** les articles L.2122-22 et L.2132-1 du Code général des collectivités territoriales,  
**Vu,** la délibération n°DEL\_2023\_025 du Conseil municipal en date du 8 février 2023 portant délégation de gestion courante du Conseil municipal au Maire,  
**Vu,** La requête d'une Association Syndicale Libre enregistrée le 22 mars 2024 par le Tribunal Administratif de Toulon sous le n° 2401003, tendant à annuler le permis de construire délivré par la Commune à un particulier pour la construction d'une villa avec piscine et garage au 482B Allée Kisling, sur le territoire de la Commune de Sanary-sur-Mer et ensemble la décision explicite de rejet du recours gracieux notifié le 22 janvier 2024,

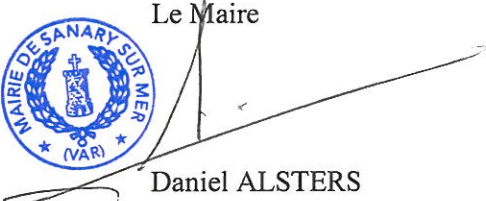
### DECIDONS

- Article 1 :** de défendre les intérêts de la Commune dans l'instance susvisée.  
**Article 2 :** Madame la Directrice Générale des Services et Madame la responsable du service Juridique, sont chargées chacune en ce qui la concerne de l'exécution de la présente décision, qui sera transmise à Monsieur le Préfet du Var.  
**Article 3 :** Conformément à l'article L.2122-23 du Code général des collectivités territoriales, il sera rendu compte de la présente à la prochaine réunion du Conseil municipal.


Fait à Sanary-sur-Mer, le 10 février 2025

*u*

Le Maire



Daniel ALSTERS



Transmis en Préfecture le : 12/02/2025

Notifié le :

Publié le : 12/02/2025

La présente décision peut faire l'objet d'un recours administratif devant Monsieur le Maire dans le délai de deux mois à compter de sa notification. L'absence de réponse dans un délai de 2 mois vaut décision implicite de rejet. Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal Administratif de Toulon (5 rue Racine - CS40510-83041 TOULON CEDEX 9) dans le délai de 2 mois, à compter de la notification de la décision ou à compter de la réponse de l'administration si un recours administratif a été préalablement déposé. Le tribunal peut être saisi par "Télérecours citoyens" accessible par le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).